

# Afrique du Sud, le retour (vers le futur)

## Analyse

JEAN-PHILIPPE RÉMY  
Service International

**CYRIL RAMAPHOSA, LE NOUVEAU PRÉSIDENT SUD-AFRICAIN, APPARAÎT COMME LE HÉROS VENU RENDRE SA SPLENDEUR UN INSTANT TERNIE À UNE NATION PLONGÉE DANS LE DOUTE**

Il est des moments où l'Afrique du Sud se prend à s'aimer, et le fait avec d'étranges débordements émotionnels. En démissionnant, le 14 février, Jacob Zuma a involontairement déclenché un de ces moments. Il avait fini par incarner l'homme entraînant la nation vers sa chute, coffres publics vidés, Etat saccagé. Cyril Ramaphosa, le nouveau président sud-africain, apparaît comme le héros venu rendre sa splendeur un instant ternie à une nation plongée dans le doute. Il compte restaurer la confiance des investisseurs, permettre de reprendre son rang international, notamment en Afrique, à sa nation dont la voix s'était effacée pendant les deux mandats de M. Zuma. Bref, revoici la grande Afrique du Sud, *South Africa is back*. Mais pour aller où ?

Dans un premier temps, il n'y a qu'une certitude : c'est le Congrès national africain, le vieil ANC créé en 1912, qui bénéficie avant tout de ce renversement de pouvoir. Si le reste de la nation semble nager dans le bonheur, c'est par l'effet d'un immense soulagement. L'Afrique du Sud éduquée, en bonne santé, avec ses enfants dans de bonnes écoles, a eu peur. Peur de la dégringolade, peur d'emprunter le chemin du Zimbabwe des années 2000, peur de voir l'équilibre fragile de ses fondations me-

nacé. Les privilégiés n'ont pas été les seuls à redouter l'effet destructeur des dérives de l'ère Zuma. Les composantes modestes de la population ont aussi intégré l'idée que le pillage en cours pouvait « nuire aux pauvres ». C'est déjà cette constatation qui a fait gonfler le vote en faveur de l'Alliance démocratique (opposition) aux élections locales. Et c'est là que s'est joué le sort politique de M. Zuma.

Ce n'est pas uniquement à cause du pillage des sociétés nationales et des multiples affaires liées à la « capture d'Etat » de la famille Gupta que le chef de l'Etat sortant a fini par signer sa lettre de démission – dans laquelle il loue sans vergogne sa propre action –, mais parce que son parti, l'ANC, a vu l'intérêt de se séparer de cette branche désormais morte pour mieux se sauver.

Sous M. Zuma, l'ANC a glissé vers la chute : 12 % d'électeurs perdus en deux mandats, 53,9 % seulement de suffrages aux municipales de 2016. Le parti risque de frôler le point de basculement lors du scrutin de 2019. Jusqu'ici, l'ANC n'avait que des projets flous pour renverser la vapeur, notamment une « *transformation économique radicale* », très attendue par la population modeste, mais jamais définie concrètement. Lors de sa dernière conférence de politique générale, le parti, admettant l'existence d'un « *problème de confiance* », s'était résolu à une mesure dérisoire : réfléchir à une augmentation des pouvoirs du secrétaire général.

Ainsi s'étend la nécrose d'un parti issu d'un mouvement de libération et portant dans ses

gènes la promesse de changer le monde avant de se laisser aller, avec l'âge, à une forme de refus du changement. Il n'est pas le seul dans ce cas. Les ex-mouvements de libération, devenus partis au pouvoir à travers l'Afrique, sont traversés par la même difficulté à se réformer, la même incapacité à concevoir la perte du pouvoir. Comment accepter que des opposants, non nimbés de l'auréole de la « lutte » anticoloniale, puissent gagner des élections ? Au besoin, on les en empêchera par la violence, comme au Zimbabwe. Au final, cela produit des blocages tragiques : l'Algérie, l'Ouganda en sont des exemples.

### « NOUVELLE AUBE »

La chute de M. Zuma a introduit un changement inattendu. Le nouveau chef de l'ANC, M. Ramaphosa, peut promettre une résurrection à sa formation politique et une « *nouvelle aube* » à son pays. Pour cela, il faut inventer un futur à partir du passé. L'ANC peut se draper dans sa superbe histoire, millésime 1994, quand le pays forçait l'admiration du monde, avec Nelson Mandela en produit d'appel.

M. Ramaphosa, qui avait été si proche du grand homme, n'a pas eu à se forcer pour promettre une nouvelle grandeur. Même l'opposition est bouleversée. Après le discours sur l'état de la nation du nouveau président, lundi 19 février, au Parlement, Mmusi Maimane, le chef de l'Alliance démocratique, a affirmé : « *Nous sommes tous levés pour applaudir le président (...) et je serai franc avec vous : j'ai adoré cela.* »

M. Maimane n'est pas dupe. Il sait que la « capture d'Etat » n'a pas « été l'œuvre d'un seul homme [Jacob Zuma], et ce n'est pas avec son départ qu'il y sera mis fin. » Et il pose finalement la seule question qui vaille : « *Sous le président Ramaphosa, est-ce que l'ANC est capable de se réformer ?* » L'ANC pourrait, en effet, se redormir aussitôt sur ses lauriers. Le parti, en apparence, s'est réformé de l'intérieur. Il se trouve que, dans la région, deux autres pays traversent une expérience similaire.

En Angola, le président dos Santos, au pouvoir depuis 1979, a passé la main en 2017, certain d'avoir installé un système de contrôle placé entre les mains des siens, à commencer par sa propre fille, Isabel dos Santos, installée à la tête de la compagnie pétrolière nationale. En trois mois, son dauphin, Joao Lourenço, a fait tomber cet édifice et écarté Isabel dos Santos. Seulement, comme au Zimbabwe, la chute du président n'a pas entraîné l'irruption d'une nouvelle génération sur la scène politique. Au contraire : les nouveaux dirigeants viennent du sérail. Ils sont dans les affaires du parti depuis des décennies, comme Emmerson Mnangagwa (75 ans), le tombeur de Robert Mugabe (93 ans) en novembre 2017. Il a promis une « *nouvelle démocratie* » au Zimbabwe, tandis que Cyril Ramaphosa (65 ans), lui, affirme voir poindre une « *aube nouvelle* » en Afrique du Sud. Ils auraient pu, tout aussi bien, choisir un autre type de slogan : place aux vieux ! ■

remy@lemonde.fr

## La santé mentale n'est pas qu'une question de psychiatrie

Un collectif de médecins, d'élus et de représentants d'associations estime que le récent plan en faveur de la psychiatrie annoncé par la ministre de la santé ne prend pas suffisamment en compte l'ensemble des intervenants du secteur

### Collectif

La ministre des solidarités et de la santé a annoncé, vendredi 26 janvier, au 16<sup>e</sup> congrès de l'encéphale, un grand plan de soutien à la psychiatrie. Enfin, est-on tenté de dire ! Enfin : depuis plusieurs années les signaux d'alarme se multipliaient. Epuisement des équipes, difficultés à répondre aux besoins des personnes malades, explosion de la contrainte, formation de déserts psychiatriques. Aux côtés d'autres institutions, de la prison à l'école en passant par la police ou l'accueil des personnes âgées, la psychiatrie souffre de ne plus savoir comment accomplir sa mission au profit de populations dont les problèmes semblent chaque jour un peu plus déborder ses cadres. Il était temps d'agir.

Enfin ? Passé le soupir de soulagement, la lecture du plan en douze points et de l'interview donnée par la ministre au *Monde* nous a cependant plongés dans la perplexité d'abord, dans l'inquiétude ensuite. La perplexité, en premier lieu, concerne le fond : nous ne voyons pas, dans les propositions de la ministre, la réponse aux difficultés que nous diagnostiquons nous-mêmes, en tant qu'acteurs de la santé mentale, usagers, professionnels, chercheurs, responsables de service, à travers nos expériences de vie et nos travaux, dans nos services et nos territoires.

Quelles solutions ce plan apportera-t-il aux difficultés d'accès aux soins et aux droits ? Comment permettra-t-il d'améliorer la coordination des acteurs, professionnels ou non, au service des parcours de soins et de vie des personnes concernées ? Quels accompagnements proposera-t-il aux handicapés encore nombreux et trop mal pris en compte qui affectent ces personnes en ce qui concerne le logement, l'insertion sociale et professionnelle ou la citoyenneté ? Et quelle stratégie met-il en place pour favoriser l'exercice par celles-ci de leur autonomie, dans la ligne des approches, largement documentées et acceptées aujourd'hui, en matière de rétablissement ?

Pour le dire autrement, la définition étroite de la psychiatrie sur laquelle repose ce plan nous paraît passer à côté des

enjeux auxquels fait face actuellement notre système de santé mentale. Soyons clairs : nous ne remettons pas en question la nécessité d'un effort national en faveur de la psychiatrie.

Au contraire, nous sommes convaincus de la nécessité d'une psychiatrie forte au service de personnes dont les vulnérabilités et la précarité s'accroissent chaque jour et à cet égard nous partageons les inquiétudes qui ont déjà été émises sur les moyens réels qui seront mis à disposition de ce plan. Mais les difficultés de la psychiatrie elle-même ne pourront trouver de réponse si l'on n'inclut pas les autres composantes du système.

### PLAN SANS CONCERTATION

La grande transformation des troubles psychiques, et plus largement des problèmes de santé mentale, au cours des dernières décennies est qu'ils ne sont plus seulement des questions de santé au sens strict, mais qu'ils affectent également le rapport des individus au logement, à l'entourage, au travail, ou encore à l'école, et qu'ils appellent donc des réponses spécifiques dans tous ces champs.

En retour, cette transformation a aussi amené à prendre conscience que si le soin psychiatrique participe au rétablissement des malades, il n'en est qu'une partie : c'est dans l'ensemble de la vie sociale que l'on trouve les ressources pour se soigner, et la qualité des soins psychiatriques dépend donc aussi de la mobilisation de ces différents autres acteurs.

Cette transformation s'est cependant opérée dans le cloisonnement des intervenants, et parfois des usagers eux-mêmes,

en filières sanitaire, médico-sociale, sociale ou encore éducative distinctes, alors même que le caractère particulièrement multidimensionnel de leurs difficultés exigeait la coordination.

Ce cloisonnement est aujourd'hui le grand défi auquel nous devons répondre et dont le plan ministériel ne paraît pas avoir pris la mesure. Alors que les évolutions législatives récentes, et notamment les projets territoriaux de santé mentale, créés par la loi de 2016, ont été un début de réponse en ce sens, les annonces de la ministre nous paraissent en deçà des attentes que ces évolutions ont suscitées dans l'ensemble de la communauté de la santé mentale.

Ce dernier point rejoint nos inquiétudes sur la forme mise par la ministre à ses annonces : arguant de la nécessité d'agir et du grand nombre de rapports accumulés disant tous la même chose, elle a préparé son plan sans concertation, prenant de court la plupart des acteurs.

Elle a simultanément pris l'initiative de supprimer le Conseil national de la santé mentale (CNSM), créé à l'automne 2016 par sa prédécesseure, en promettant de le remplacer par un comité stratégique de la psychiatrie et de la santé mentale, chargé du suivi de son plan. Le CNSM avait pour objectif même de faire travailler ensemble les acteurs si divers de la santé mentale : psychiatres, responsables de structures sociales et médico-sociales, usagers et proches, professionnels de la santé, du social et du médico-social, chercheurs et élus. Le futur comité stratégique doit poursuivre cette mission : être un espace de débats, de co-construction avec les personnes directement concernées, de réflexion stratégique et de propositions pour les pouvoirs publics incluant l'ensemble des acteurs. Nous ne pouvons qu'espérer que la ministre saura prendre la mesure de ces enjeux et que les mesures annoncées ne seront qu'une première étape. ■

### ¶

Véronique Antoine, vice-présidente de l'association Promesses ; Michèle Attar, directrice générale de Toit et joie, bailleur de logement social ; Marianne Auffret, élue du 14<sup>e</sup> arrondissement, vice-présidente de l'association Elus santé publique et territoires ; Mourad Azem, délégué du Conseil national des personnes accueillies/accompagnées et président de l'association Les cris des saltimbanques ; Jean-Yves Barreyre, président du conseil scientifique de Santé mentale France ; Elisabeth Belin, adjointe au maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ; Agnès Bessusann, coordinatrice d'un conseil local de santé mentale, administratrice de l'association Fabrique Territoires Santé ; Fabienne Blain, porte-parole du Collectif Schizophrénies ; Jacques Borgy, psychologue, secrétaire général du Syndicat national des psychologues ; Raphaël Bouloudnine, psychiatre, trésorier de l'association Les Cris des saltimbanques ; Jennifer Bunnens, présidente de l'association Schizo' Jeun's ; Magali Coldefy, géographe et chercheuse  
Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)

## Pour une autre politique monétaire



### LA MONNAIE, UN ENJEU POLITIQUE

de Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Jonathan Marie, Dominique Plihon et Jean-François Ponsot pour le collectif des Economistes atterrés, Seuil, 236 pages, 8,30 euros

Certes, les cinq économistes auteurs de ce livre, membres du collectif des Economistes atterrés, ne cachent pas leurs convictions anticapitalistes et leur intention de proposer un autre ordre économique et financier que celui aujourd'hui en vigueur. Mais il est tout aussi vrai que celui-ci, c'est le moins qu'on puisse dire, ne donne guère satisfaction, sinon à la minorité qui sait en capter la rente et capturer les institutions.

Et cela n'empêche pas non plus les auteurs d'exposer, de façon extrêmement pédagogique et efficace, tous les enjeux, les institutions, les problématiques et les interprétations opposées de ce fait économique majeur, et pourtant méconnu du public malgré son apparente banalité : la monnaie.

Car celle-ci, démontrent Jean-Marie Harribey, Esther Jeffers, Jonathan Marie, Dominique Plihon et Jean-François Ponsot dans *La Monnaie, un enjeu politique*, n'est pas seulement la réalité des espèces sonnantes et trébuchantes qui nous servent à acheter notre baguette quotidienne : elle est, du plus évident au plus complexe, le moyen d'échanger des marchandises et des services d'un bout à l'autre de la planète, l'outil, par l'investissement et le crédit, permettant d'anticiper la création de richesses futures, le vecteur, par la spéculation et le fonctionnement des marchés financiers, de l'accumulation du capital et de la constitution de rentes, le signe, par l'émission souveraine de liquidité et de titres, de la confiance et de la légitimité d'une communauté politique et économique, et en réalité un peu tout cela à la fois.

### EXTRÊMEMENT LISIBLE, MÊME POUR LES PROFANES

Mais surtout, comme le démontre avec clairvoyance ce petit livre extrêmement lisible, même pour un public profane, les interprétations que les économistes ont fait de la nature, de l'origine et des différentes fonctions de la monnaie sont à la base des représentations, des idéologies, des institutions (banques, banques centrales) et par conséquent des politiques économiques menées au fil des décennies écoulées.

Si l'on considère que la monnaie n'est que l'expression des prix fixés par les équilibres de marché entre l'offre et la demande, alors sa quantité est établie « naturellement » et la politique économique et monétaire doit viser à juguler tout dépassement (inflation) ou tout affaiblissement (insuffisance de liquidité) de cette quantité : c'est à cela que s'acharnent les banques centrales avant (contre l'inflation) comme après (contre l'assèchement de la liquidité) la crise de 2008.

Mais si l'on considère que la monnaie est une institution exprimant les besoins des acteurs de l'économie en fonction des rapports de force sociaux sous la forme de crédit et de dette, alors une « autre politique » monétaire et financière devient possible : celle qui consiste à changer la gouvernance des institutions financières pour les mettre au service d'objectifs politiques et sociaux fondés collectivement, comme, par exemple, la transition énergétique, la préservation des ressources de la planète et une meilleure répartition des revenus. C'est tout le sens du sous-titre du livre : un enjeu politique. ■

ANTOINE REVERCHON